



© Thinkstock

AVANT-PROPOS **LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER**

Le processus de redressement de l'économie mondiale amorcé en 2009 s'est poursuivi au cours de l'année 2010. L'ampleur de la reprise diffère cependant selon les pays. Si la croissance des pays émergents a été robuste, la progression de l'activité de la plupart des pays avancés a été plus timide, notamment au second semestre. Globalement faibles en début d'année, les hausses des prix se sont accentuées tout au long de l'année notamment dans les pays émergents.

Les **États-Unis** se sont inscrits sur une trajectoire de reprise malgré la baisse des dépenses publiques et l'arrêt des primes gouvernementales à compter du deuxième trimestre. Le taux de croissance du PIB en volume a atteint 2,8 % en 2010. La demande intérieure a porté la reprise, compensant les effets négatifs du déficit commercial qui a pesé tout au long du premier semestre sur la croissance. Le taux de chômage a entamé une légère décline à compter du deuxième trimestre (9,4 % à fin 2010). La hausse des prix est restée contenue à 2,1 % malgré la revalorisation des prix de l'énergie en fin d'année. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au **Japon**, l'économie s'est également redressée après une année 2009 marquée par un sensible recul de l'activité. En 2010, la progression du PIB est estimée à 4,3 %, portée dans un premier temps par la reprise des exportations de produits manufacturés puis par le dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement privé résidentiel. En fin d'année, la croissance a été freinée par l'arrêt des programmes de soutien à la consommation et la flambée du yen, qui a pénalisé les exportations. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %.

Dans les **pays émergents**, l'activité économique a continué de se renforcer. Nombre de ces pays ont affiché des taux de croissance élevés malgré un léger ralentissement au cours du second semestre. Parallèlement, les tensions inflationnistes se sont accrues sous l'effet notamment des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, en dépit du retrait progressif des mesures de relance étatique, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 10,3 % en volume sur un an selon les premières estimations de la Banque Mondiale. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de leurs exportations.

Dans la **zone euro**, l'évolution est plus nuancée. La croissance du PIB est restée timide, à +1,8 % en moyenne par rapport à 2009. Elle a été portée par les bons résultats de l'Allemagne au premier semestre avant de ralentir dans la deuxième partie de l'année. La hausse des prix à la consommation s'est accentuée tout au long de l'année dans la zone pour atteindre +2,2 % en décembre 2010 (en glissement annuel) contre 0,9 % un an auparavant. Le taux de chômage s'est stabilisé autour de 10 % en fin d'année. La BCE a maintenu inchangé le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1 %.

En **France** également, la croissance a été molle en 2010 avec un glissement annuel de 1,5 % après un recul de 2,5 % en 2009. Elle a été tirée par la consommation des ménages (+1,6 % sur un an), qui a régulièrement accéléré à compter du deuxième trimestre, et dans une moindre mesure par les exportations (+9,9 % sur un an) dont la progression a permis une amélioration du solde commercial. Ce dernier a contribué au final à hauteur de 0,4 point à la croissance en 2010. L'investissement a reculé de 1,6 % en dépit d'une reprise à partir du deuxième trimestre. Pour la France entière, le taux de chômage a reculé (9,6 % au dernier trimestre 2010 contre 10 % à fin 2009). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,8 % sur un an, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Dans ce contexte de redémarrage de l'économie mondiale, l'année 2010 se caractérise également par un certain redressement de l'activité dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM). Celui-ci a été progressif et surtout perceptible en fin d'année mais il n'a dans l'ensemble pas permis aux économies ultramarines de retrouver leur niveau d'activité d'avant-crise. L'amélioration du climat des affaires, encore fragile, n'a pas non plus profité au marché du travail, le taux de chômage se dégradant même à La Réunion et à la Guadeloupe (respectivement +1,6 point et +1,5 point). L'année 2010 se caractérise également par une reprise de la hausse des prix dans les DCOM. Signe tangible de la reprise, les échanges extérieurs des DCOM sont de nouveau orientés à la hausse en 2010 après le repli général observé en 2009.

La **Guadeloupe** a connu une embellie qui annonce l'amorce d'une reprise de l'économie. La consommation des ménages, en dépit de la hausse des prix, a fortement repris en fin d'année, ce qui a permis aux importations de produits destinés aux ménages de retrouver quasiment leurs niveaux d'avant la crise. L'investissement des entreprises est en revanche resté en retrait même si la tendance observée en fin d'année laisse espérer des perspectives un peu plus favorables. La plupart des secteurs sont bien orientés en fin d'année, témoignant du frémissement de l'activité économique. Celle-ci n'a pas permis d'inverser la tendance sur le marché du travail qui reste déprimé avec un taux de chômage porté à 23,8 % et un nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) atteignant un niveau record depuis dix ans.

L'économie de la **Martinique** semble également repartir à la hausse en 2010 après une récession historique en 2009, mais cette reprise reste en demi-teinte. Principal moteur de la reprise, la consommation des ménages retrouve son niveau d'avant la crise, bénéficiant d'une inflation contenue, des mesures sociales d'après crise (mise en place du revenu supplémentaire temporaire d'activité RSTA notamment), de l'accentuation de la concurrence dans le secteur de la grande distribution et de la vigueur du marché automobile en fin d'année. Si l'investissement immobilier des ménages est resté dynamique, en revanche, l'investissement des entreprises peine à retrouver le chemin de la croissance. Le taux de chômage reste élevé même si l'année 2010 se caractérise par une relative stabilisation du chômage.

Après une année 2009 en demi-teinte, soutenue par l'activité spatiale, la conjoncture économique de la **Guyane** a de nouveau été orientée à la hausse en 2010, malgré un début d'année ralenti par des facteurs locaux (fermeture du pont du Larivot). La consommation des ménages a repris progressivement malgré un léger fléchissement en milieu d'année. L'investissement des entreprises a amorcé une timide reprise et l'investissement des ménages est resté stimulé par d'importants besoins en logements. Les exportations ont également été soutenues par le spatial et par la hausse du cours de l'or.

L'année 2010 marque le retour à la croissance de **La Réunion**, avec une activité économique qui s'est redressée tout au long de l'année. Malgré la remontée des prix à la consommation, la consommation des ménages a contribué à cette amélioration. En revanche, l'investissement est resté atone. Les évolutions



© Christophe Detchevery

Saint-Pierre-et-Miquelon, cerf de Virginie dans le cap de Miquelon.

sont toutefois contrastées : si les secteurs des industries agro-alimentaires, du commerce, des services et du tourisme ont bénéficié d'un regain d'activité, le constat est plus mitigé dans l'agriculture, les industries manufacturières et le BTP. L'amélioration de la conjoncture n'a pas été suffisante pour inverser la tendance du marché de l'emploi qui s'est de nouveau dégradée avec un taux de chômage porté à 28,9 %, mais ce mouvement s'atténue.

L'économie de **Mayotte** a connu une année morose. Dans un contexte marqué par de nombreux conflits sociaux ayant entraîné une paralysie de l'activité pendant plusieurs semaines, la consommation des ménages s'est inscrite en retrait et l'investissement des entreprises est resté mal orienté. Le marché de l'emploi s'est détérioré.

Après une année 2009 perturbée par les dysfonctionnements du transport maritime, la conjoncture économique de **Saint-Pierre-et-Miquelon** a été plus porteuse en 2010. La consommation des ménages est restée bien orientée en dépit d'une augmentation significative des prix, liée à la forte appréciation du dollar canadien. Certains secteurs clés ont vu leur situation progresser, comme en témoigne l'augmentation de la fréquentation touristique.

Enfin, les économies de **Saint-Martin** et de **Saint-Barthélemy**, fondées principalement sur le tourisme, semblent enregistrer une reprise de l'activité en demi-teinte après la chute observée en 2009, liée à l'atonie du marché américain.

Activité et population

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	Saint-Pierre-et-Miquelon	Saint-Martin	Saint-Barthélemy	Métropole
Population (en milliers) <i>Source : INSEE estimations au 1^{er} janvier 2010</i>	404	232	400	833	186 (1)	6,1 (1)	35,7 (2)	8,4 (2)	62 799
Taux de chômage <i>Source : INSEE enquête emploi</i>	23,8 % (3)	21,0 %	21,0 % (3)	28,9 % (3)	17,6 % (4)	10 % (5)	26,5 % (6)	3,2 % (2)	9,2 % (7)
Superficie (en km ²) <i>Source : INSEE</i>	1 702	84 000	1 100	2 520	374	242	90	21	544 000
PIB régional par habitant (en euros, à prix courants) <i>Sources : INSEE et CEROM 2009</i>	18 170	14 028	19 160	17 520	5 200 (8)	26 073 (9)	14 500 (10)	26 000 (10)	29 571 (11)

(1) Source : INSEE Recensement 2007.

(2) Source : INSEE Recensement 2006.

(3) Dernière donnée disponible : deuxième trimestre 2010.

(4) Dernière donnée disponible : deuxième trimestre 2009

(5) Source : INSEE Recensement 2006 : part des chômeurs déclarés dans la population active.

(6) Source : INSEE Recensement 1999.

(7) Dernière donnée disponible : quatrième trimestre 2010.

(8) Source : CEROM, estimation pour l'année 2005.

(9) Source : CEROM, estimation pour l'année 2004.

(10) Source : CEROM, estimation pour l'année 1999.

(11) Source : INSEE (PIB et population France), Calcul IEDOM.

L'INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES (ICA)

L'indicateur du climat des affaires s'interprète comme une mesure du climat des affaires tel qu'il est perçu par les chefs d'entreprise du secteur marchand¹. Par construction, il est centré sur sa moyenne normée à 100².

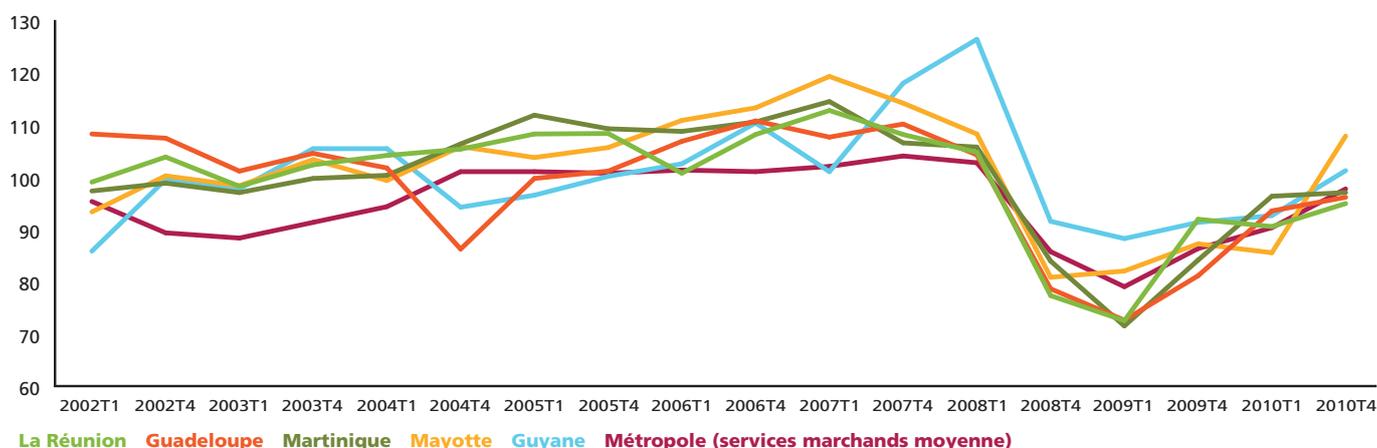
Une valeur inférieure à 100 s'interprète comme un jugement défavorable des chefs d'entreprise sur le climat des affaires ; inversement, une valeur supérieure à 100 s'interprète comme un jugement favorable. Une augmentation (baisse) de l'ICA signale une amélioration (dégradation) de l'opinion des chefs d'entreprise sur le climat des affaires. Si l'ICA est inférieur à 100, une augmentation s'interprète comme un jugement moins défavorable ; s'il est supérieur à 100, une baisse s'interprète comme un jugement moins favorable.



© Stéphane Bouvier-Gaz

La Réunion, orchidée tropicale.

Indicateur du climat des affaires



Sources : Enquêtes de conjoncture IEDOM-IEOM et enquête Services Banque de France

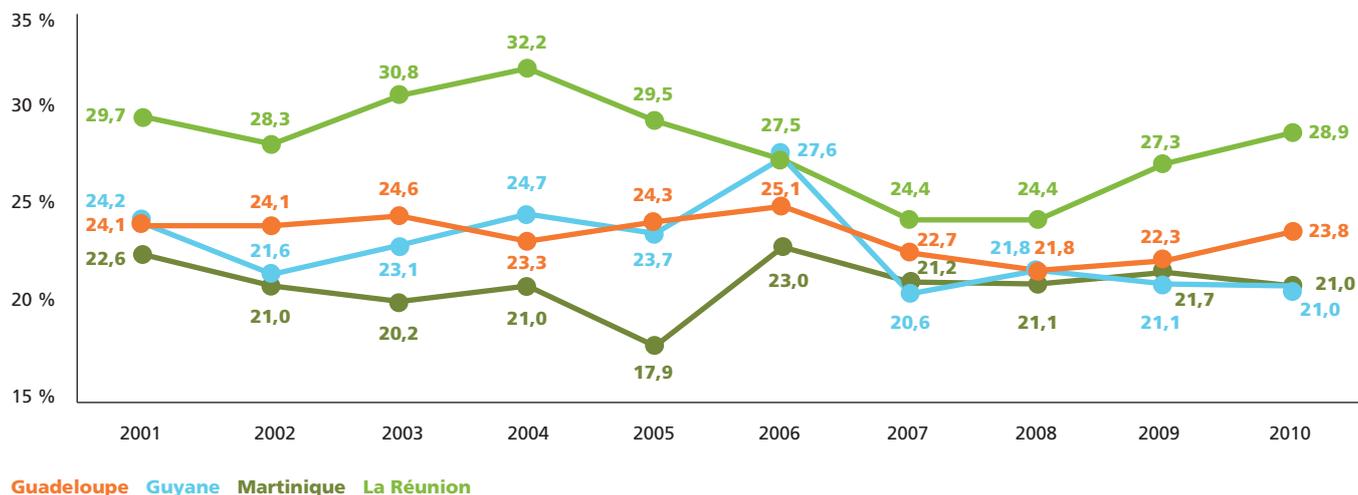
L'EMPLOI

Les tendances observées en 2009 sur le marché de l'emploi dans les départements d'outre-mer se sont poursuivies au cours de l'année 2010. La dernière enquête emploi de l'INSEE, réalisée au deuxième trimestre de l'année 2010, met en évidence une nouvelle dégradation du taux de chômage à la Guadeloupe et à La Réunion (respectivement +1,5 point et +1,6 point par rapport à 2009). En revanche, le pourcentage de chômeurs a légèrement reculé à la Martinique (-0,7 point) et en Guyane (-0,1 point). De façon générale, le taux de chômage reste très élevé dans les DOM, notamment par rapport au taux métropolitain avec des écarts qui varient entre +11,8 points (cas de la Guyane) et +19,7 points (cas de la Réunion).

Sur l'ensemble de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter dans l'ensemble des géographies à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les progressions les plus significatives concernent La Réunion (+11,9 %), la Guyane (+10,7 %) et, dans une moindre mesure, la Guadeloupe (+4,1 %). L'évolution est nettement plus modérée à la Martinique (+1,9 %), voire à la baisse à Saint-Pierre-et-Miquelon (-17,8 %). Dans ce contexte dégradé, le nombre de bénéficiaires du RMI s'est sensiblement accru à La Réunion, soit +8,6 % entre juin 2009 et juin 2010.

¹ Il résume, à partir d'une analyse en composantes principales, l'information contenue dans les principaux soldes d'opinion de la vue d'ensemble de l'enquête de conjoncture.
² et réduit sur son écart-type, normé à 10.

Évolution annuelle du taux de chômage



Source : Enquêtes Emploi INSEE

Demands d'emploi en fin de mois

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Guadeloupe	47 710	44 560	46 120	51 460	53 550	4,1 %
Guyane	11 980	11 700	12 830	14 620	16 190	10,7 %
Martinique	35 370	34 460	35 080	39 530	40 270	1,9 %
Mayotte						
La Réunion	77 490	72 130	81 610	101 180	113 220	11,9 %
Saint-Pierre-et-Miquelon (1)	250	297	334	303	249	-17,8 %
Total 4 DOM	172 550	162 850	175 640	206 790	223 230	8,0 %
France métropolitaine	2 305 220	2 053 710	2 257 790	2 681 440	2 748 150	2,5 %

(1) DEFM de catégorie 1 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

Nombre de foyers allocataires du RMI en fin d'année (1)

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Guadeloupe	34 410	32 052	29 068	30 331	31 596	4,2 %
Guyane	12 222	11 815	10 107	10 501	10 079	-4,0 %
Martinique	31 916	30 753	28 168	28 630	28 843	0,7 %
La Réunion	73 315	66 504	63 902	60 744	65 961	+8,6 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	24	31	28	26	25	-3,8 %
France entière	1 256 000	1 155 000	1 121 000	(2)	(2)	

(1) La collectivité de Mayotte n'est pas concernée par le RMI.

(2) Mise en place du revenu de solidarité active (RSA) en France métropolitaine en juin 2009. Ce nouveau dispositif remplace le RMI mais aussi l'allocation parent isolé (API), les primes forfaitaires mensuelles et les primes de retour à l'emploi (PRE). L'extension du RSA aux DOM est effective depuis janvier 2011.

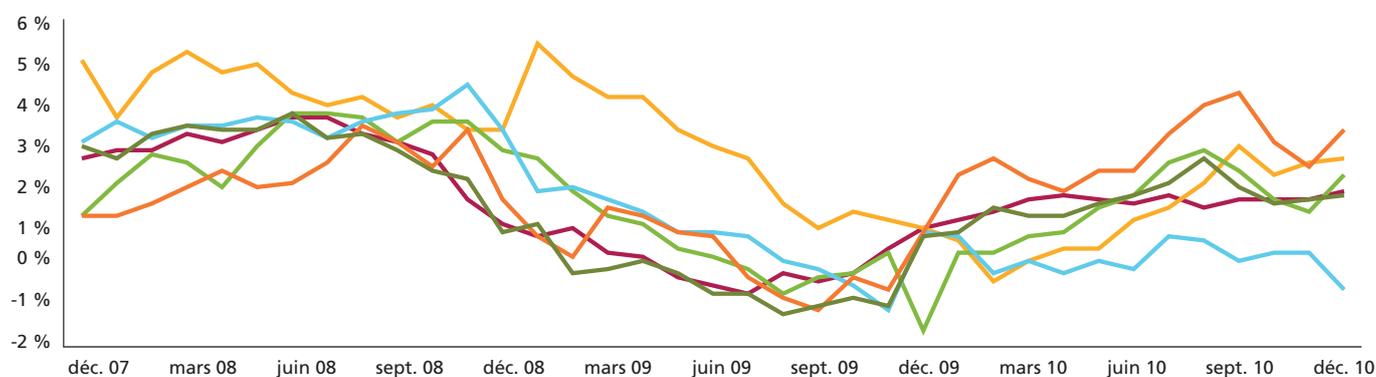
Source : CNAF, Fichier FILEAS

LES PRIX

L'année 2010 se caractérise par une reprise de la hausse des prix dans les DCOM, rompant ainsi avec l'évolution dans l'ensemble contenue observée en 2009. Alors qu'au niveau national, l'inflation n'a jamais atteint 2 % durant toute l'année 2010, ce seuil a régulièrement été dépassé à la Guadeloupe, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon (avec un pic à 4,2 % en septembre à la Guadeloupe).

À fin décembre, les taux d'inflation sont tous positifs en glissement annuel, s'établissant à +1,7 % à la Martinique, +0,4 % en Guyane, +3,3 % à la Guadeloupe, +2,2 % à La Réunion, +2,7 % à Mayotte et +4,5 % à Saint-Pierre-et-Miquelon. Globalement, les postes « services » et « énergie » sont les principaux contributeurs à cette progression.

Évolution de l'indice des prix y.c. tabac



Martinique Guadeloupe Guyane La Réunion Mayotte France entière

Glissement annuel : données mensuelles.

Taux d'inflation

	2006	2007	2008	2009	2010	Ensemble 2010 (hors tabac)
Guadeloupe	2,5 %	1,2 %	1,6 %	0,8 %	3,3 %	0,4 %
Guyane	3,3 %	3,0 %	3,3 %	-0,2 %	0,4 %	-0,6 %
Martinique	2,8 %	2,9 %	0,8 %	0,6 %	1,7 %	0,3 %
Mayotte	3,7 %	5,0 %	5,1 %	0,9 %	2,7 %	ND
La Réunion	2,2 %	1,2 %	2,8 %	0,3 %	2,2 %	0,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	1,8 %	2,8 %	4,0 %	-0,8 %	4,5 %	4,5 %
France entière	1,5 %	2,6 %	1,0 %	0,9 %	1,8 %	+1,7 %

Source : INSEE (variation de l'indice général des prix en glissement annuel au 31 décembre)

Martinique, iguane.



LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Après le repli général observé en 2009, imputable en grande partie au ralentissement de la demande intérieure, les échanges extérieurs des DCOM sont orientés à la hausse en 2010. Mayotte est la seule géographie pour laquelle les importations suivent une tendance baissière en 2010. Les soldes du commerce extérieur enregistrent une amélioration dans la

plupart des géographies. L'évolution la plus significative concerne le département de la Guyane dont l'évolution des exportations a permis une augmentation du solde des échanges extérieurs. À la Guadeloupe en revanche, et dans une moindre mesure à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, ce solde se dégrade par rapport à 2009.

Le commerce extérieur

en millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Importations						
Guadeloupe	2 224,3	2 404,9	2 545,6	1 973,4	2 213,6	12,2 %
Guyane	749,7	757,9	1 051,4	950,1	1 081,8	13,9 %
Martinique	2 410,3	2 429,0	2 723,3	2 026,9	2 539,6	25,3 %
La Réunion	3 901,9	3 971,1	4 525,9	4 180,8	4 264,8	2,0 %
Mayotte	253,1	336,7	374,1	360,0	318,6	-11,5 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	58,5	61,7	69,7	59,5	73,8	24,0 %
Exportations (1)						
Guadeloupe	172,6	171,8	170,5	170,7	155,9	-8,7 %
Guyane	122,7	94,2	99,9	120,0	158,3	31,9 %
Martinique	412,7	320,0	367,1	278,9	334,5	19,9 %
La Réunion	238,0	267,0	257,9	246,9	281,5	14,0 %
Mayotte	5,9	6,6	4,6	5,1	10,1	98,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	7,0	6,0	6,5	3,7	4,3	14,9 %
Taux de couverture (%)						
Guadeloupe	7,8 %	7,1 %	6,7 %	8,7 %	7,0 %	-1,7 pt
Guyane	16,4 %	12,4 %	9,5 %	12,6 %	14,6 %	+2,0 pt
Martinique	17,1 %	13,2 %	13,5 %	13,8 %	13,2 %	-0,6 pt
La Réunion	6,1 %	6,7 %	5,7 %	5,9 %	6,6 %	+0,7 pt
Mayotte	2,3 %	2,0 %	1,2 %	1,4 %	3,2 %	+1,8 pt
Saint-Pierre-et-Miquelon	12,0 %	9,7 %	9,3 %	6,3 %	5,8 %	-0,5 pt

(1) Ces statistiques ne tiennent pas compte des dépenses des touristes.

Source : Service des Douanes

Guyane, vue aérienne d'une zone de mangroves en Guyane, sur le littoral atlantique, la plus longue côte vaseuse au monde (1200 km).



LA DEMANDE INTÉRIEURE

Les investissements des ménages et des entreprises

L'investissement des entreprises a été mal orienté en 2010 à La Réunion et à Mayotte. L'investissement des ménages a été relativement dynamique comme l'illustre la progression des crédits à l'habitat enregistrée dans les DOM.



Martinique, fleur tropicale, jardin de Balata.

Variations 2010/2009

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Importations de biens d'équipement (en valeur)	11,5 %	12,0 %	15,2 %	-15,3 %	-20,9 %	ND
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	ND	-1,3 %	-13,9 % (1)	-4,2 %	7,0 % (2)	20 %
Crédit à l'habitat	7,9 % (2)	16,2 % (2)	5,7 % (2)	18,2 % (2)	6,4 %	-5,6 % (2)

(1) Donnée au 30 novembre 2010.

(2) Données au 30 septembre 2010.

ND : non disponible.

Sources : Douanes, Préfecture

La consommation des ménages

Après une année 2009 en demi-teinte, la consommation des ménages a globalement progressé en 2010 sauf à Mayotte. À La Réunion, la consommation des ménages, qui s'était maintenue en 2009, enregistre une hausse en 2010. Elle a retrouvé son

niveau d'avant-crise à la Martinique, bénéficiant d'une hausse des prix contenue, et à la Guadeloupe malgré la hausse des prix. À Mayotte en revanche, la consommation des ménages est restée atone et ce, en dépit de la progression du SMIG.

Variations 2010/2009

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs	-6,6 %	31,3 %	0,3 %	0,2 %	-22,0 %	+4,1 %
Importations de produits des industries agricoles et alimentaires (en valeur)	21,0 %	22,2 %	-20,1 %	-3,9 %	1,5 %	ND
Importations de biens de consommation (en valeur)	13,1 %	13,0 %	16,0 %	-2,7 %	14,3 %	ND
Crédits à la consommation (1)	5,0 %	-1,2 %	-0,2 %	-2,9 %	-3,9 %	1,0 %

(1) Excepté pour La Réunion, les données sont au 30 septembre 2010.

ND : non disponible.

Sources : Douanes, Préfecture



© Michel Jégoué/RD

Guadeloupe, lézard, Parc des Mamelles.

LES TENDANCES SECTORIELLES DANS CHAQUE COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER

Les analyses des situations spécifiques de chaque zone sont détaillées dans les rapports annuels publiés par les agences de l'IEDOM. Ne sont présentées ici que les grandes tendances sectorielles de chaque département ou collectivité.

Guadeloupe

Les mauvaises conditions climatiques ont entraîné des pertes considérables pour l'ensemble de la filière agricole. Les exportations de bananes terminent l'année en baisse sensible par rapport à 2009 (-22 %). La campagne sucrière est en dessous des attentes avec un volume de cannes broyées inférieure à la moyenne décennale. La production totale de sucre s'inscrit en hausse de 8 % par rapport à 2009 mais demeure inférieure de 6 % à celle de 2008. Après avoir reculé en 2009, les exportations de rhum industriel progressent de 14,1 % en 2010 par rapport à l'année précédente.

Sur l'ensemble de l'année, l'activité dans le secteur du BTP est restée déprimée même si un léger frémissement était perceptible en fin d'année. De l'avis des entrepreneurs, la commande publique n'a pas suffi à relancer le secteur dans un contexte de concurrence accrue. Au final, les ventes de ciment affichent une légère progression par rapport à 2009 (+3 %) mais restent en dessous de leur niveau de 2008.

Au niveau sectoriel, les activités traditionnelles – banane, sucre et pêche – ont connu des évolutions contrastées. L'activité dans le secteur du BTP, moteur traditionnel des économies ultramarines, est restée dans l'ensemble déprimée en 2010. Signe d'une reprise de la consommation des ménages, le secteur du commerce s'est globalement redressé. L'évolution est plus mitigée dans les services marchands. Enfin, la fréquentation touristique a enregistré une hausse dans l'ensemble des géographies, après une année 2009 morose dans la plupart d'entre elles.

Dans le prolongement de l'année 2009, l'activité du secteur du tourisme a continué de se replier au cours du premier semestre 2010, affichant des résultats nettement inférieurs à ceux enregistrés à la même période en 2007 et 2008. L'amélioration de l'activité a été perceptible au second semestre, en partie grâce à l'événement « Route du rhum » qui a contribué à revaloriser l'image de la destination et à relancer la fréquentation hôtelière, avec une augmentation du nombre de nuitées de 17 % par rapport à 2009 et un taux d'occupation des chambres porté en moyenne à 54 % sur l'année (+4 points).

Le secteur du commerce a suivi la tendance générale. Après un début d'année plutôt terne, le courant d'affaires s'est réorienté à la hausse en lien avec la consommation des ménages. Le secteur automobile a profité de cette embellie, le nombre de véhicules vendus sur l'année progressant de 7 % par rapport à 2009.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Production de sucre (t)	73 700	80 800	63 500	55 600	60 000	7,9 %
Production de rhum (hap)	57 447	74 898	74 689	75 094	64 832	-13,7 %
Exportation de bananes (t)	44 521	37 911	44 570	53 866	42 081	-21,9 %
Consommation de ciment (t)	277 860	288 376	261 639	231 966	239 473	3,2 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes) (1) (2)	607 000	407 944	411 500	346 500	ND	-

(1) Année 2006 : Îles du Nord comprises.

(2) Hors touristes provenant des marchés américains (USA et Canada) et caribéens.

ND : non disponible.

Sources : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum, Douanes, DDCCRF, Ciment Antillais, Comité des îles de Guadeloupe, INSEE

Guyane

Le secteur primaire, essentiellement la pêche et la riziculture, a de nouveau connu une année morose. La filière rizicole a certes enregistré un léger regain d'activité avec une hausse de la production de près de 5 % et des exportations en valeur de 17 %. Mais les perspectives de la filière apparaissent désormais incertaines suite à l'arrêt fin 2010 de l'exploitation par le groupe SOS des rizières de Mana. Le bilan de la pêche est mitigé, plutôt favorable concernant les poissons, le volume des exportations s'accroissant de près de 24 %, mais décevant pour la filière crevette qui fait face à des difficultés persistantes d'accès à la ressource. Les exportations de crevettes reculent en volume de plus de 28 %.

L'activité spatiale¹ est restée soutenue, avec 12 satellites géostationnaires mis en orbite (comme en 2009) et 6 tirs d'Ariane 5. L'activité de lancement a cependant été concentrée sur le deuxième semestre, le premier tir n'intervenant qu'en mai en raison de difficultés techniques. De même, la mise en service des nouveaux lanceurs (Vega et Soyuz) prévue en 2010 a été reportée à 2011.

Le secteur des travaux publics a connu une année 2010 en demi-teinte. La réouverture du pont du Larivot a facilité la relance de l'activité du BTP qui a rencontré pendant la période de fermeture de celui-ci (novembre 2009 à mars 2010) d'importantes diffi-

cultés d'approvisionnement en matériaux. Le secteur a été porté par plusieurs chantiers d'envergure dont la réfection des quais du Port de Dégrad des Cannes, l'extension du Centre hospitalier de Cayenne et la construction d'un nouvel hypermarché. Les ventes de ciment progressent ainsi de 3,5 % par rapport à 2009, tout en restant en deçà des niveaux exceptionnels de 2008.

La production d'or a continué de reculer en 2010. Le secteur aurifère a cependant bénéficié de la flambée des cours de l'or. La valeur des exportations augmente ainsi de 20 % grâce à cet effet-prix uniquement, le tonnage exporté reculant de 11 %.

Après deux années de croissance, le secteur du bois a connu une année 2010 difficile en termes de production. Les volumes de grumes sorties de forêt sont en repli de 19 % sur un an.

Sur l'ensemble de l'année 2010, l'hôtellerie affiche une légère diminution de la fréquentation avec -3,2 % du nombre de nuitées par rapport à 2009. Les hôtels ont bénéficié d'un rebond significatif du courant d'affaires en fin d'année.

¹ Le secteur spatial représente de l'ordre de 15 % du PIB guyanais, soit près de 10 % d'effets indirects (activités générées par les sous-traitants), 3 à 4 % d'effets directs (activités propres au spatial, donneurs d'ordres) et 2 % d'effets induits par l'ensemble des agents économiques.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Production de riz (t)	15 073	8 671	9 704	9 035	9 481	4,9 %
Pêche crevette (t)	2 239	2 362	1 496	1 326	969	-26,9 %
Exportations d'or (tonnes)	3 079	3,8	2,0	1,2	1,1	-11,0 %
Nombre de tirs d'Ariane	5	6	6	7	6	-14,3 %
Vente de ciment (t)	72 905	86 730	97 461	80 701	80 009	-0,9 %

Sources: Direction de l'agriculture et de la forêt, Douanes, Direction départementale des affaires maritimes, Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Arianespace, Ciments guyanais

Guyane, la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) est la plus grande des sept espèces actuelles de tortues marines et la plus grande des tortues de manière générale.





Martinique, sucrier à ventre jaune.



Mayotte, gorgone géante.

© Stéphane Bouvier-Gaz

Martinique

La reprise de la production agricole a été pénalisée par des aléas climatiques. Le passage de l'ouragan *Tomas* en octobre 2010 a entraîné une perte d'environ 10 000 tonnes sur la production de bananes qui a malgré tout atteint 200 000 tonnes contre 190 000 en 2009. Les mauvaises conditions climatiques ont également affecté la campagne cannière 2010 qui s'est achevée avec un tonnage de cannes récoltées de 202 000 tonnes, soit une diminution de l'ordre de 9 % par rapport à 2009.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics n'a pas connu de véritable reprise en 2010. La construction de logements sociaux est encore trop limitée pour représenter un véritable relais de croissance. Dans le domaine des travaux publics, l'activité a certes bénéficié en fin d'année des premiers chantiers du plan

de relance et de travaux routiers mais leur programmation tardive n'a pas permis d'inverser la tendance.

Le secteur du tourisme a bénéficié des campagnes promotionnelles réalisées par les compagnies aériennes. Le trafic aérien a ainsi progressé de 4,1 % mais le taux d'occupation des hôtels est resté stable à 47,6 %. Le nombre de croisiéristes s'est en revanche accru de 21,5 % par rapport à l'année 2009.

Le commerce a retrouvé un niveau d'activité proche de celui d'avant la crise comme l'atteste l'évolution du chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île (+9,5 % par rapport à 2009). Encore contraint par les restrictions budgétaires des donateurs d'ordre, le secteur des services aux entreprises n'a quant à lui pas retrouvé son niveau de 2008.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Production de sucre (t)	4 000	5 800	4 700	5 600	4 000	-27,4 %
Production de rhum agricole (hap)	62 500	79 400	74 500	70 600	68 000	-3,7 %
Exportation de bananes (t)	216 800	134 000	147 100	190 000	188 500	-0,8 %
Production de ciment (t)	259 200	264 900	263 700	200 800	200 200	-0,3 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	503 474	501 491	479 933	441 647	475 886	7,8 %

Sources : CTCS, Douanes, DRCCRF, Ciment Antillais, Comité Martiniquais du Tourisme

Mayotte

À Mayotte, dans la continuité de l'année précédente, l'activité de la quasi-totalité des secteurs est restée atone en dépit d'un certain redressement en fin d'année. Seul le tourisme a enregistré une progression de son courant d'affaires.

Les secteurs primaire et des industries agro-alimentaires peinent à se développer malgré les efforts de promotion réalisés, la production locale souffrant de la concurrence des importations. En 2010, le seul produit agricole mahorais exporté était l'essence d'ylang-ylang, mais en quantité très faible : 4,1 tonnes en 2010 (contre 2,1 tonnes en 2009 mais en baisse de près de 50 % par rapport à 2008). Les exportations de produits aquacoles régressent quant à elles de 33 % en volume.

La situation du secteur du BTP reste préoccupante en raison du nombre limité de projets réalisés et de la situation financière des collectivités. Les importations de ciment reculent ainsi de 12,7 % par rapport à 2009.

L'activité du secteur du tourisme a confirmé son redressement entamé en fin d'année 2009. Les professionnels ont consenti de gros efforts pour valoriser la destination. L'offre d'hébergement s'est étoffée et le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport s'est accru de 9,2 % sur un an.

Enfin, l'activité du commerce et du secteur des services marchands s'est de nouveau dégradée en raison de la faiblesse de la demande et de la multiplicité des conflits sociaux.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Exportation d'ylang-ylang (t)	7,8	8	6,6	2,2	4,1	86,4 %
Exportation de produits d'aquaculture frais et entiers (t)	118	119,6	95,2	89	60	-33,1 %
Importations de ciment (t)	84 272	86 475	196 246	95 742	83 628	-12,7 %
Nombre de touristes (estimations)	31 100	40 700	38 000	49 500	52 800	6,7 %

Sources : Douanes, Comité départemental du tourisme de Mayotte (estimations), Conseil général

La Réunion

Après la récession de 2009 (chute du PIB de 2,6 % par rapport à 2008), l'année 2010 se caractérise pour La Réunion par un retour à la croissance. L'évolution sectorielle est cependant contrastée : les industries agro-alimentaires, le commerce, les services marchands et le tourisme bénéficient d'un regain d'activité tandis que l'agriculture, l'industrie manufacturière et le BTP affichent des résultats plus mitigés.

Selon les professionnels, l'activité du secteur agricole s'est essouffée dès le troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année, la pêche, les abattages de bovins et de volailles sont restés favorablement orientés à l'inverse des abattages porcins et de la collecte de lait. La situation des industries agro-alimentaires est plus favorable comme en témoigne l'évolution des exportations de produits agro-alimentaires (+12,6 %), soutenues par les expéditions de sucre et de produits de la mer.

Après plusieurs années de forte croissance, l'activité du secteur de la construction et des travaux publics s'est fortement dégradée en 2009, occasionnant la destruction de plus de

5 000 emplois en un an. La commande publique s'est de nouveau contractée en 2010 par rapport à l'année précédente. Dans ce contexte, les effectifs du secteur ont enregistré une diminution de 5,3 % en glissement sur un an. En lien avec l'évolution du BTP dont elle est fortement tributaire, l'activité de l'industrie manufacturière a poursuivi son repli.

Le secteur du commerce a bénéficié du niveau soutenu de la consommation des ménages. L'activité du secteur progresse en 2010 malgré un troisième trimestre en retrait. Après un début d'année peu dynamique, le courant d'affaires des services marchands a nettement progressé en cours d'année avant de se contracter à nouveau en fin d'année.

Relativement épargnée par le recul de l'économie en 2009, l'activité touristique est restée soutenue en 2010. Avec un taux d'occupation moyen de 72,3 %, la fréquentation des hôtels atteint un niveau record en 2010. Le nombre de passagers sur la ligne métropole/La Réunion s'est par ailleurs accru de 9,2 % sur un an.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Production de sucre	205 000	158 000	194 000	207 000	207 000	0,0 %
Production de rhum (hap)	92 263	110 109	119 032	111 075	93 704	-15,6 %
Pêche (tonnes exportées)	3 628	566	1 035	641	865	34,9 %
Vente de ciment (t)	569 471	620 315	583 454	ND	ND	-
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	278 800	380 500	396 400	421 900	ND	-

ND: non disponible.

Sources: Centre Technique Interprofessionnel de la Canne à Sucre, Douanes, CER-BTP, INSEE (enquêtes annuelles), Comité du tourisme de la Réunion, DDE

La Réunion, liane en fleur.



Saint-Pierre-et-Miquelon

À Saint-Pierre-et-Miquelon, comme en 2009, les résultats de la pêche sont contrastés. Le volume des prises de la pêche artisanale a progressé de 41 % par rapport à la même période en 2009, retrouvant le niveau de 2008. L'activité de la pêche industrielle a de nouveau été en retrait, avec une diminution de la production de 24 % par rapport à l'année précédente.

Traditionnellement tiré par la commande publique, le secteur du BTP a maintenu son activité grâce aux travaux de construction du nouveau centre hospitalier et une demande de logements qui reste dynamique.

Malgré un quatrième trimestre défavorable, perturbé par de nouvelles difficultés de la desserte maritime, le nombre de touristes entrés en 2010 progresse d'environ 5 % par rapport à 2009. L'évolution du transport aérien de passagers est du même ordre avec +4,7 %.



© Patrick Hacala

Saint-Pierre-et-Miquelon, paruline noir et blanc.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Pêche artisanale (t) (1)	1 332	1 693	1 388	1 534	2 161	40,9 %
Pêche industrielle (t) (1)	1 844	1 925	1 610	1 420	1 078	-24,1 %
Importations de ciment (t)	1 290	1 760	ND	ND	ND	-
Trafic aérien (2)	11 831	11 963	12 554	12 873	13 391	4,0 %
Trafic maritime (2)	13 552	12 834	16 192	11 346	11 438	0,8 %

(1) La campagne de l'année n débute en avril de l'année n et se termine en mars de l'année n+1.

(2) Nombre de passagers entrés dans l'archipel.

ND : non disponible.

Sources : Affaires maritimes, Douanes, Police Aux Frontières

Saint-Martin

Fondée principalement sur le tourisme et le BTP, l'activité a subi en 2009 les conséquences de la crise économique, en grande partie en raison de la baisse de fréquentation de la clientèle touristique américaine. En 2010, des signes de stabilisation,

voire de redressement, de l'économie sont perceptibles, avec la légère progression du taux d'occupation des chambres (due pour partie à la contraction de l'offre) et l'augmentation sensible du trafic aérien.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Trafic aérien	175 119	186 236	188 227	192 891	205 011	+6,4 %
Trafic aérien (1)	642 923	655 643	663 637	633 076	ND	-
Nombre de croisiéristes	8 843	8 500	9 146	13 383	12 998	-2,9 %
Nombre de croisiéristes (1)	1 430 488	1 430 406	1 354 958	1 228 529	ND	-
Nombre de chambres d'hôtel	1 636	1 663	1 893	1 839	1 812	-1,5 %
Coefficient d'occupation des chambres	60,1 %	60,1 %	56,2 %	49,9 %	50,2 %	+0,3 pt

(1) Partie hollandaise incluse.

ND : non disponible.

Sources : Office du tourisme de Saint-Martin, Aéroports Grand-Case et Princess Juliana, Régie municipale du port, Association des Hôteliers de Saint-Martin (AHSM)

NB : sauf mention contraire, les données concernent uniquement la partie française de l'île de Saint-Martin.

Saint-Barthélemy

L'économie de Saint-Barthélemy repose essentiellement sur le tourisme haut de gamme. Après une année 2009 morose, où les deux principaux secteurs (tourisme et immobilier) avaient souffert de la crise américaine, on note une reprise en demi-teinte. Le trafic aérien a continué à ralentir en 2010 mais à un rythme moindre (-2,8 % après -11,1 % en 2009). Le trafic maritime a enregistré une croissance (+11,2 % en 2010 pour le nombre de passagers sur ferries) et le nombre de croisiéristes est en diminution (-20,4 % après +12,4 % en 2009). En 2010, l'activité du BTP semble repartir à la hausse comme l'illustre la progression des importations de ciment.



Colibri.

	2006	2007	2008	2009	2010	Variations 2010/2009
Importations de ciment (t)	13 144	15 927	14 567	13 657	14 810	+8,4 %
Trafic aérien	174 620	180 413	164 282	145 969	141 137	-2,8 %
Nombre de croisiéristes	45 636	45 039	42 477	47 732	38 005	-20,4 %
Nombre passagers sur yachts	35 966	39 364	34 564	31 834	35 142	+10,4 %
Nombre passagers sur ferries	64 967	61 817	59 100	60 264	66 988	+11,2 %
Nombre d'hôtels	31	29	26	32	ND	-
Nombre de chambres d'hôtel	623	499	520	543	ND	-

ND : non disponible.

Sources : Régie du droit de quai, Port de Gustavia, Office municipal du Tourisme de Saint-Barthélemy

Pélican.

